

Eléments de correction de l'ECC n°2

Evaluation des Connaissances & de la Compréhension

Moyenne 12,3 / notes de 6 à 19 / 9 copies en dessous de 10

- 1) Une action est (/2) :
 un investissement un dividende un titre de créance aucune de ces réponses
(Investissement : achat de machines, dividende : versement éventuel d'une partie des bénéfices aux actionnaires, titre de créance ou titre de dette : une obligation. Une action est un titre de propriété)
- 2) Quels sont les agents à capacité de financement structurelle en France aujourd'hui ? (/2) Les ménages et les institutions financières (=ACF), (ABF = SNF et APU)
- 3) A quoi servent les banques ? (/2) Les banques sont des entreprises à but lucratif (comme les boulangeries). Elle font des profits en rendant des services monétaires ou financiers : conserver en sécurité les dépôts et permettre une utilisation facile et pratique de l'argent (moyens de paiements : chèques, CB, virements etc), accorder des crédits aux ménages et aux entreprises (contre rémunération) [et rémunérer sans risque l'épargne des ménages (livrets d'épargne). Les banques sont aussi les intermédiaires pour les placements boursiers de leurs clients (contre des commissions).]
- 4) En comptabilité nationale, qu'est-ce que les SF ? (/2) Ce sont les sociétés financières qui sont principalement les banques, les assurances et les *zinzins*. (ISBLSM : associations (sans but lucratif, ex. *Les restos du cœur*)
- 5) Qu'est-ce que la charge de la dette ? Comment se situe-t-elle dans les dépenses publiques de la France en 2012 ? (/2) La charge de la dette correspond au montant des intérêts à acquitter au créancier sur une dette. La charge de la dette de la France en 2012 s'élevait à près de 49 milliards d'€ en deuxième position de l'ensemble des dépenses publiques derrière le budget de l'Education (n°1) et avant le budget de la Défense (n°3) soit 13% de l'ensemble des dépenses ! (voir TD2)
- 6) Pourquoi un effondrement en Bourse du cours de l'action Facebook expose-t-elle la firme à une OPA ? (/2) Si le cours de l'action tombait trop bas, *Facebook* serait davantage exposée à une OPA (offre publique d'achat), c'est-à-dire à la possibilité pour un concurrent de *Facebook*, de faire une proposition publique de rachat des actions à un meilleur cours que celui de la Bourse, et pour un coût total faible (plus le cours de l'action est bas, plus le risque d'OPA croît car moins l'OPA coûtera à celui qui l'entreprend). Les actionnaires, mécontents de détenir des actions à faible cours, pourraient alors vendre au plus offrant, c'est-à-dire à l'entreprise menant l'OPA qui pourrait alors entrer au capital de *Facebook*.
- 7) Pourquoi une entreprise cotée en Bourse peut-elle avoir intérêt à distribuer des dividendes ? (/2) Si le cours de l'action reste modéré, distribuer des dividendes permet de fidéliser les actionnaires afin qu'ils soient moins tentés de vendre en cas d'OPA. Distribuer des dividendes permet aussi de soutenir ou faire remonter le cours de l'action (car si versement dividendes a priori $\nearrow D/O = \nearrow \text{cours}$) et de s'assurer le succès d'une nouvelle levée de capitaux à venir.
- 8) Quel lien peut-on établir entre le risque d'un placement et son rendement ? (/2) Plus un placement est risqué plus son rendement potentiel est élevé (ex. actions, mais on peut aussi perdre). Moins un placement est risqué, moins son rendement est intéressant (ex. livret d'épargne, obligations de l'Etat allemand)
- 9) A quelle condition un pays endetté risque-t-il de connaître l'« effet boule de neige » ? (/2) Même pour un Etat dont le taux d'endettement est raisonnable (ratio dette/PIB en %), si le taux d'intérêt qu'il acquitte sur sa dette s'élève au-dessus du taux de croissance de son PIB (ou si son taux de croissance du PIB baisse en-dessous de son taux d'intérêt), alors la charge des intérêts va faire croître et alourdir la dette rendant de plus en plus difficile son remboursement. [Le taux d'intérêt demandé à un débiteur est d'autant plus élevé que la solvabilité du débiteur est précaire ; les créanciers appliquent alors une prime de risque qui renchérit le taux d'intérêt, cf ex. de la Grèce et de l'Espagne qui ont depuis longtemps perdu leur AAA).
- 10) Comment une crise fait croître automatiquement le déficit public ? (schéma interdit) (/2) ECC n°1 : [Pour répondre à cette question sans faire de HS, il ne fallait pas parler des politiques de relance ou du sauvetage des banques car ce ne sont pas des conséquences automatiques mais bien des choix politiques des gouvernements.] D'un côté, une crise entraîne un ralentissement des dépenses de consommations et un ralentissement de la progression des revenus (salaires et profits), donc les recettes fiscales type TVA ou impôts sur le revenu ou les bénéfices se contractent diminuant d'autant les recettes de l'Etat. De l'autre côté, avec la montée du chômage et de la pauvreté, les dépenses de l'Etat gonflent automatiquement sous l'essor du versement de l'allocation chômage et des minima sociaux. ($\nearrow D > \searrow R = \nearrow \text{déficit}$)